

Questions orales

Il a ensuite ajouté:

Le député devrait vérifier avant de lancer des accusations.

Le ministre a eu le culot de dire à un autre député de vérifier ce qu'il avançait alors qu'il ne l'avait pas fait lui-même.

J'ai ici les documents budgétaires de 1983 où il est question du financement de la Défense nationale. Selon le plan financier de Marc Lalonde, le budget de la Défense pour l'exercice financier 1983-1984 s'élevait à 7,84 milliards de dollars. Le plan financier prévoyait 930 millions de dollars de plus pour l'année suivante, 724 millions de plus pour 1985-1986 et 865 millions de dollars de plus pour 1986-1987. Selon le budget de 1984, on aurait ajouté encore 766 millions de dollars au budget de la Défense cette année, ce qui fait au-delà de 800 millions de dollars de plus que le budget de la Défense du gouvernement conservateur actuel.

Les documents budgétaires de 1983 et 1984 prouvent sans l'ombre d'un doute que le gouvernement libéral prévoyait une augmentation soutenue du budget de la Défense.

D'autre part, les deux ministres conservateurs de la Défense vont d'un coin à l'autre du pays pour essayer de convaincre les Canadiens qu'ils font des merveilles alors qu'ils font moins que le gouvernement libéral antérieur et essaient même de reprendre à leur compte les projets d'achat des libéraux. Leur programme de défense est une tricherie.

* * *

L'AGRICULTURE

LA RÉFORME DU COMMERCE INTERNATIONAL—LES DÉMARCHES DU PREMIER MINISTRE AU NOM DES AGRICULTEURS CANADIENS

M. Albert Cooper (Peace River): Monsieur le Président, sous la direction du premier ministre (M. Mulroney), le Canada est devenu le chef de file des pays favorables à de nouvelles règles en matière de commerce agricole international.

C'est à cause des démarches du premier ministre que le Canada a donné la priorité à l'agriculture au sommet de Tokyo, une première pour un sommet international. L'agriculture est à l'étude pendant la nouvelle ronde des négociations du GATT, que l'OCDE a convenu qu'une refonte du commerce international s'imposait et que cet organisme a émis un communiqué tenant compte de la proposition canadienne. Cette semaine, le premier ministre a donné le ton dans la lutte contre le protectionnisme au Sommet économique de Venise.

Le premier ministre a convaincu les sept chefs d'État concernés d'envisager dans les plus brefs délais une série de rencontres pour négocier des solutions aux guerres des céréales dans le monde.

Des agricultures de ma région de Peace River m'ont demandé de le féliciter et de lui faire part de leur gratitude pour sa compréhension des problèmes agricoles et pour les mesures qu'il prend dans ce domaine.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'UTILISATION DES FONDS—L'AVENIR DU MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre, au sujet du comportement du ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Selon les rapports des médias, 900 millions de dollars ont été dilapidés au ministère de l'Expansion industrielle régionale en l'espace de deux mois. Le ministre est incapable de nous dire pourquoi, ou nier ou confirmer cette histoire. En plus, monsieur le Président, il est incapable de dire s'il lui manque encore 100 millions de dollars pour d'autres programmes. Il est incapable de dire non plus si les fonds destinés à des nouveaux projets ont été gelés.

Le premier ministre lui a enlevé ses responsabilités pour le développement de la région Atlantique.

Ma question est la suivante: Pourquoi le ministre reste-t-il au Cabinet si la plupart de ses fonctions ont été enlevées?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, comme le ministre l'a dit à la Chambre à plusieurs reprises, une vérification interne et externe a été entreprise. Le MEIR fonctionne comme à son habitude. Il honore tous ses engagements, il accepte les demandes et les examine, comme il se doit.

● (1420)

LA NOUVELLE D'UN TROU DANS LE BUDGET

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je tiens à décrire la situation telle que nous la voyons. Nous avons appris, et la nouvelle n'a été ni confirmée ni infirmée, que le ministère avait un trou de 900 millions dans son budget. Nous avons également appris qu'il lui manquait 100 millions pour ses nouveaux programmes. En outre, tous les nouveaux programmes du ministère auraient été bloqués.

Le premier ministre a déchargé le ministre de ses responsabilités vis-à-vis de la région de l'Atlantique. En raison des responsabilités du vice-premier ministre, le ministre n'est plus chargé du programme de diversification de l'Ouest. Ce n'est pas un simple problème interne. Cela touche tout le pays.

Dans ces conditions, pourquoi le ministre reste-t-il au Cabinet étant donné qu'il ne lui reste rien à faire?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le député se conduit de façon tout à fait irresponsable. Il base ses questions sur des rumeurs véhiculées par les médias. Il laisse entendre que le ministre a été déchargé de ses fonctions. Rien de tout cela n'est vrai.